

24^e Congrès Mondial de l'Énergie Retour d'Abu Dhabi

Jean-Marie Dauger*

Le Conseil Mondial de l'Énergie a tenu son 24^e congrès, du 9 au 12 septembre dernier à Abu Dhabi, pour la première fois de son histoire dans un pays du Moyen-Orient, sous le thème «*Energy for Prosperity*».

Organisé tous les trois ans, le Congrès Mondial de l'Énergie s'est progressivement imposé comme l'un des tout premiers événements du secteur énergétique au cours duquel se rencontrent et échangent des responsables de toutes origines géographiques et professionnelles (gouvernements, institutions internationales, entreprises privées ou publiques, institutions financières, experts, innovateurs, chercheurs et universitaires...) pour débattre sur des thématiques et des problématiques mondiales de l'énergie.

L'édition 2019 a été unanimement saluée comme un succès tant par le nombre de participants et des sessions de travail que par la qualité des participants et des échanges.

Plus de 5000 participants chaque jour, 57 ministres, 68 sessions, de nombreux événements parallèles, 356 intervenants et 110 FEL (Future Energy Leaders)... et bien entendu le comité d'organisation soutenu par les autorités émiriennes et les équipes du WEC (World Energy Council) ont, chacun à leur façon, contribué à la réussite et aux retombées de ces quatre journées de présentations et de débats intenses.

La France a pu faire entendre sa voix par celles de représentants de haut niveau d'entreprises françaises, troisièmes en nombre après les Émiriens et les Britanniques, qui ont pu, à cette occasion, enrichir et utiliser leurs réseaux internationaux.

Il n'est pas possible en quelques pages de rapporter la richesse des échanges et la diversité des points de vue et des expériences rapportées par les intervenants lors des séances de travail mais je souhaite, au moins, partager quelques-unes des impressions fortes ressenties au cours de ces quatre journées, notamment sur l'état d'esprit des acteurs du secteur énergétique présents à Abu Dhabi en cette occasion.

1. En dépit de la diversité d'origine des participants — diversité géographique, économique, sectorielle — ainsi que de la pluralité des sources d'énergie représentées, on ne pouvait qu'être frappé, et peut-être pour la première fois, de constater combien était partagée la conscience du caractère inéluctable de la transition dans laquelle est engagé le monde de l'énergie et plus encore celle de l'urgence d'une mise en œuvre des solutions concrètes à apporter par les décideurs politiques et économiques pour répondre à la détérioration préoccupante des défis, notamment climatiques (cf. en particulier les derniers rapports du GIEC ou de l'ONU). Les prises de parole ont souligné avec insistance que le temps n'était plus celui du débat sur le pourquoi, mais de la

* Conseil Mondial de l'Énergie (cf. biographies p.75-76).

priorité de l'action (« *We now have to walk the talk* »).

C'est un état d'esprit d'autant plus remarquable qu'il a été exprimé dans une province pétrolière dont les représentants (Émirats, Arabie saoudite, OPEP...) ont largement commenté eux aussi la nécessité d'un monde moins carboné et présenté, à l'instar des représentants d'Abu Dhabi, les ambitieux objectifs de leurs politiques énergétiques nationales en ce domaine.

Les réponses varient bien sûr fortement selon les régions et les intervenants : l'Europe affiche un volontarisme pionnier pour une décarbonation rapide et radicale quand le Moyen-Orient voit dans le développement du gaz naturel, sous toutes ses formes, une voie plus rapide vers la réduction des émissions et la sortie du charbon ; l'Asie recherche elle une voie plus équilibrée entre développement et réduction des émissions. Mais tous les acteurs présents s'engagent dans des programmes d'adaptation de leurs propres systèmes énergétiques et/ou de développement de technologies et de systèmes « propres ».

2. La fragmentation croissante des centres de décision et d'influence et le déficit de gouvernance globale ont souvent été cités comme des obstacles principaux au développement de solutions adaptées. Cette fragmentation est multiple : émergence de consommateurs acteurs de marché (« *prosumers* »), de demande de nouveaux services, développement d'initiatives locales, affaiblissement des instances de gouvernance mondiale voire nationale, pression des opinions publiques ou de nombreux groupes d'influence, interaction transsectorielle croissante entre le secteur de l'énergie et les secteurs périphériques dans l'élaboration des systèmes de production et de consommation (automobile, industrie, digitalisation...). Les centres de décision et d'influence se multiplient et s'éparpillent au moment même où les risques auxquels il faut faire face exigeraient de multiplier les plateformes de coordination et les approches conjointes ou partagées. Bien sûr, un tel foisonnement est source d'innovations créatrices, hautement nécessaires, mais

complexifie notablement les choix et les prises de décisions.

3. Si des progrès notables ont été soulignés dans la conduite des politiques énergétiques des pays au cours des dix dernières années pour mieux équilibrer les exigences de sécurité, d'accessibilité et de soutenabilité, notamment environnementale, force est de constater que n'émerge pas encore de voie plausible pour atteindre l'objectif actuel de réduction à 2 °C à l'horizon 2050. Ce constat ne décourage néanmoins pas les acteurs, dont aucun ne considère qu'il soit trop tard pour agir pour atténuer l'impact du changement climatique et mettre en œuvre une décarbonation abordable et profonde des systèmes énergétiques mondiaux.

4. La complexité, le coût, la diversité des situations et des acteurs sont tels qu'il n'y a pas de solution miracle et que l'innovation technologique seule, quelle qu'elle soit, ne suffira pas à atteindre les objectifs visés. Les solutions seront des bouquets spécifiques de technologies complémentaires adaptés à chaque cas, ainsi que des évolutions beaucoup plus profondes des modes d'organisation sociale. Ces démarches exigent des approches systémiques cohérentes qui font aujourd'hui défaut.

La nécessité d'accompagner ces transformations d'un traitement social et politique a également été largement commentée. Sans une prise en compte et sans un traitement adéquat de l'acceptabilité sociale de la transition, les objectifs visés ne pourront pas être atteints. Cette question pourrait même devenir un obstacle majeur au changement, mais personne ne cache l'extrême complexité des phénomènes sociaux en jeu et des solutions à mettre en œuvre.

5. S'il n'y a pas de solution miracle unique, il n'est pas réaliste non plus, au vu de la difficulté de l'équation à résoudre, d'exclure telle ou telle option. Il faut adopter toutes les voies, sans préjugé ni dogmatisme, qu'ouvriront les innovations qui ont ou auront un impact significatif pour nous rapprocher des objectifs de décarbonation. Les anathèmes

a priori sur telle ou telle option ne sont pas compatibles avec l'urgence ou la complexité du sujet à traiter.

6. Une décarbonation poussée à l'échelle mondiale ne peut se limiter à étendre l'électrification à la production d'électricité d'origine renouvelable ou nucléaire; les limites de l'électrification sont telles qu'une partie dominante du bilan énergétique continuera d'être couverte par la fourniture de chaleur, de gaz et autres combustibles liquides pendant des décennies encore. La réduction de l'empreinte carbone de tous ces secteurs «difficiles» ou impossibles à électrifier exige que des solutions soient identifiées et mises en œuvre rapidement. Il s'agit notamment des secteurs de la mobilité et de façon plus générale de nombreux process industriels voire de production de chaleur dont il convient de réduire l'empreinte carbone significativement. Le recours à l'hydrogène a été amplement commenté et fait l'objet de très nombreuses initiatives. En dépit des nombreuses questions encore ouvertes sur ce sujet, les initiatives se multiplient. Les projections du Conseil Mondial de l'Énergie, faisant l'hypothèse ambitieuse (?) d'une part de 2,5 % du vecteur hydrogène pour couvrir les besoins énergétiques à l'horizon 2030, en apparaissent même modérées. En tous cas, le vecteur hydrogène est largement privilégié parmi les options possibles pour aborder ces secteurs pour lesquels l'électrification n'est pas possible ou n'est pas la solution optimale, mais de nombreuses questions restent encore à clarifier.

7. Un milliard d'hommes n'ont pas encore accès à une source moderne d'énergie. Il ne paraît pas hors de portée de remédier à cette situation d'ici 2030 mais il faut, pour cela, une coopération internationale et une réglementation concertées pour déclencher les investissements nécessaires dans les pays les moins développés. De façon plus générale, les évolutions souhaitées exigent une approche équitable, d'autant qu'il n'est pas réaliste de croire que les transitions énergétiques conduiront «naturellement» à réduire les inégalités

dont l'accroissement serait un obstacle additionnel à l'approche de l'objectif visé.

8. Un monde décarboné grâce à la transition énergétique ne sera pas non plus un monde dans lequel la sécurité de l'approvisionnement en énergie sera «naturellement» meilleure. Certes, la réduction de la dépendance au pétrole jouera à long terme un rôle positif, mais de nouveaux défis sécuritaires et géopolitiques apparaissent, notamment avec le développement numérique (accès aux données, sécurité informatique...), l'accès à certaines matières premières, l'accès à la technologie ou la protection contre les phénomènes climatiques extrêmes.

La sécurité des systèmes énergétiques n'est pas près de quitter le haut de l'agenda des énergéticiens.

9. L'importance considérable des besoins d'investissements nécessaires pour les infrastructures énergétiques dans les prochaines années a été largement commentée et, une fois encore, la nécessité d'une concertation, y compris intersectorielle, a été jugée souhaitable en cette matière également.

10. De la même façon, la déconcentration des systèmes, la part croissante des énergies renouvelables à coût marginal faible voire nul, ainsi que les coûts associés à l'ensemble des transformations requises appellent à la fois à une révision des régulations (*market design*) et une communication claire et fiable des pouvoirs publics sur leurs stratégies de transition énergétique.

11. L'émergence des nouveaux talents ainsi que la formation aux métiers actuels et futurs du secteur de l'énergie ont été évoquées comme des goulots d'étranglement potentiels qu'il convient de réduire et pour lesquels une attention croissante est requise.

Ce ne sont là que quelques impressions générales qui traduisent mal la profondeur et l'aspect informatif et concret des échanges mais qui rapportent au moins que, si les acteurs de

l'énergie n'ignorent rien des défis — voire des contradictions — qu'il faut relever, ils expriment néanmoins un certain optimisme sur la possibilité de trouver des solutions adaptées et surtout leur volonté de participer à la traduction sans délai des ambitions politiques en actions concrètes.

Le Conseil Mondial de l'Énergie s'est doté à l'occasion de ce congrès d'un nouveau président pour les trois ans à venir. Cette nouvelle mandature s'est ouverte par la mise en place d'une nouvelle direction avec la nomination d'Angela Wilkinson comme directeur exécutif (*General Secretary*) à compter du 1^{er} novembre (la première femme à ce poste de l'histoire du WEC). Angela Wilkinson travaille depuis quelques jours à peaufiner les principaux objectifs de notre association pour les années à venir, qui seront discutés, le moment venu, dans ses instances compétentes. Il est donc prématuré de spéculer sur ce qu'ils seront mais il n'est pas déraisonnable d'anticiper que certains des axes suivants seront retenus.

Le WEC, une organisation unique par son étendue et sa composition, dispose par les compétences et les expertises de ses membres d'une force et d'une représentativité exceptionnelles. À ce titre, il peut prétendre, encore plus qu'aujourd'hui, à être un interlocuteur crédible des instances et des forums internationaux comme il peut apporter à ses membres les outils dont ils ont besoin pour nourrir, à partir des expériences accessibles sur ses plateformes de partage, leurs propres actions ainsi que le dialogue avec leurs propres contreparties régionales ou nationales.

Sa structure même et son expérience en matière de gestion de plateformes régionales ou internationales, voire multisectorielles, et des communautés de pratiques pourraient être sensiblement renforcées pour répondre, dans cette période incertaine, au besoin accru de concertation et d'échanges.

Si le WEC est neutre en matière de politique ou de technologie, il n'entend pas, pour autant, être passif et cherchera, plus encore que

par la production d'études ou l'organisation d'évènements sur la transition énergétique, à contribuer aux actions permettant *in concreto* de contribuer à la fourniture d'une énergie sûre, équitable et soutenable partout dans le monde. En substance, il pourrait se concentrer davantage encore sur les thèmes susceptibles de faire émerger ou de contribuer à des actions concrètes à impact réel et mesurable. Comme ses membres, le WEC ambitionne d'être partie prenante de cette mise en action appelée de leurs vœux.

Pour ce faire, le WEC cherchera donc à élargir le cercle de ses coopérations avec les autres secteurs de l'économie, dont les stratégies et les activités influencent notablement le mode de production et de consommation de l'énergie, et par là aussi à faciliter les échanges et les concertations sur des sujets ciblés.

De façon générale, il cherchera à offrir à ses membres des approches plus régionalisées et il maintiendra ses efforts de formation pour faire émerger les futurs talents nécessaires à un avenir énergétique différent de celui d'aujourd'hui.

Le World Energy Council entend ainsi répondre aux aspirations et aux besoins des communautés qui le composent telles qu'elles se sont exprimées notamment lors de son 24^e congrès. L'ensemble des actions, une fois définies, seront déclinées à un rythme et une intensité adaptés aux moyens dont il disposera.

Le congrès d'Abu Dhabi s'est achevé par un passage de témoin à la Russie qui accueillera notre 25^e congrès en 2022 à Saint-Petersbourg où nous vous invitons, d'ores et déjà, à participer en nombre.